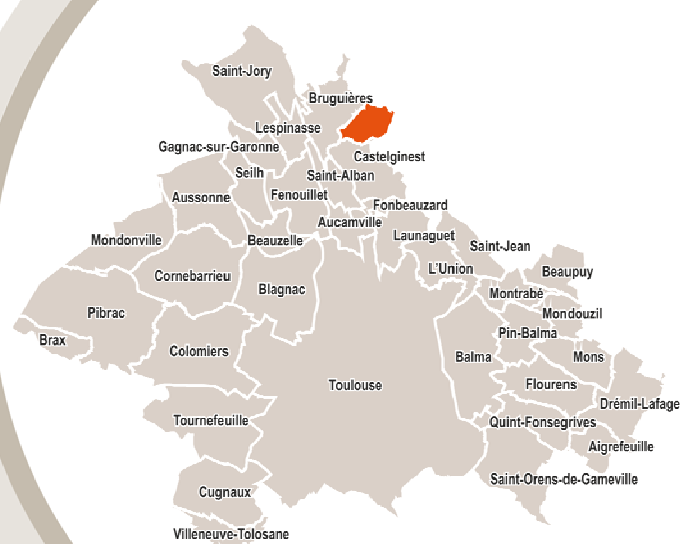


Plan Local d'Urbanisme



Grarentour

Modification 2

approuvée par délibération du 06/04/2023

0 - Documents relatifs à la procédure

- Arrêtés, délibérations, ...



toulouse
métropole

Toulouse Métropole

6, Rue René Leduc - B.P. 35 821

31505 Toulouse Cedex 5

t. 05 81 91 72 00 - f. 05 81 91 72 01

www.toulouse-metropole.fr



Urbanisme

ARRÊTÉ DE MISE EN OEUVRE DE LA DEUXIÈME MODIFICATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (P.L.U.) DE TOULOUSE METROPOLE, COMMUNE DE GRATENTOUR

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L103-2, L153-36, L153-37, L153-41, R104-33 à 37,

Vu le Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de Toulouse Métropole, commune de Gratentour approuvé par délibération du Conseil Communautaire en date du 11 avril 2013, modifié par délibération du conseil communautaire du 17 décembre 2015, modifié de manière simplifiée par délibération du conseil de la métropole le 23 février 2017.

Monsieur le Président arrête

Article 1 : En vertu du champ d'application défini à l'article L153-41 du code de l'urbanisme, une procédure de modification du Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Gratentour, est mise en œuvre, en vue de :

- Favoriser la production de logements sociaux en passant les deux secteurs en zone UP à destination d'équipement "Miquelou" et "Champs Grand" à destination d'habitat.
- Renforcer les outils en faveur des logements locatifs sociaux notamment avec l'instauration d'emplacement réservé logements (ERL).
- Protéger du patrimoine végétal arboré.

Article 2 : Le projet de modification du P.L.U. de Toulouse Métropole, Commune de Gratentour sera notifié à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne, aux personnes publiques associées telles que mentionnées aux articles L132-7 et L132-9 du code de l'urbanisme, au Maire de la Commune concernée et à l'autorité environnementale, avant l'ouverture de l'enquête publique. Si la procédure de modification devait être soumise à évaluation environnementale suite à l'avis de l'autorité environnementale, le projet fera l'objet d'une concertation associant les habitants, les associations locales et toute autre personne intéressée.

Article 3 : Le projet de modification du P.L.U. de Toulouse Métropole, Commune de Gratentour, le cas échéant, les avis émis par les personnes associées et l'autorité environnementale seront soumis à enquête publique selon des modalités fixées par un arrêté de Monsieur le Président de Toulouse Métropole.

Article 4 : A l'issue de l'enquête publique, le projet de modification, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport et des conclusions du Commissaire Enquêteur, sera soumis à l'approbation du Conseil de la Métropole.

Article 5 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de Toulouse Métropole.

Article 6 : Le présent arrêté sera affiché pendant une durée minimale d'un mois au siège de Toulouse Métropole et à la Mairie de la Commune de Gratentour.

Article 7 : Une copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne,
Monsieur le Maire de Gratentour.

Fait à Toulouse, le 09 MAI 2022

La Vice Présidente



Annette LAIGNEAU

Le Président de Toulouse Métropole

Atteste exécutoire le présent acte

- Reçu à la Préfecture le : 09 MAI 2022

- Publié par affichage :

- au siège de Toulouse Métropole, le 09 MAI 2022

- en mairie, le : 10 MAI 2022

- Notifié dans la Presse :

Certifié exécutoire le : 10 MAI 2022

La Vice Présidente



Annette LAIGNEAU



Mission régionale d'autorité environnementale
OCCITANIE

Inspection générale de l'environnement
et du développement durable

**Décision de dispense d'évaluation environnementale,
après examen au cas par cas
en application de l'article R. 104-28 du code de l'urbanisme,
sur la modification n°2 du PLU de Gratentour (31)**

N°Saisine : 2022-010908
N°MRAe : 2022DKO237

La mission régionale d'Autorité environnementale de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (MRAe), en tant qu'autorité administrative compétente en matière d'environnement en application de l'article R. 122-6 du code de l'environnement,

Vu la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 du parlement européen relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 104-1 à L. 104-8 et R. 104-1 à R. 104-32 ;

Vu le décret n°2022-1165 du 20 août 2022 portant création et organisation de l'inspection générale de l'environnement et du développement durable ;

Vu les arrêtés ministériels du 11 août 2020, 21 septembre 2020, 23 novembre 2021, 24 décembre 2021, 24 mars 2022 et 28 septembre 2022 portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale (MRAe) ;

Vu le règlement intérieur de la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Occitanie adopté le 29 septembre 2022, et notamment son article 8 ;

Vu la décision de la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Occitanie en date du 07 janvier 2022, portant délégation pour prendre les décisions faisant suite à une demande de cas par cas ;

Vu la demande d'examen au cas par cas relative au dossier suivant :

- **n° 2022-010908 ;**
- **Modification n°2 du PLU de Gratentour (31) ;**
- **déposée par Toulouse Métropole;**
- **reçue le 11 août 2022 ;**

Vu la consultation/l'avis de l'agence régionale de santé en date du 12/08/2022 ;

Vu la consultation/l'avis de la direction départementale des territoires du département de la Haute-Garonne en date du 12/08/2022 et la réponse en date du 19/08/2022 ;

Considérant la commune de Gratentour (31) d'une superficie de 400 hectares (ha), d'une population de 4 387 habitants et une augmentation de 3,66 % par an pour la période 2013-2019 (source INSEE 2019), engage sa 2^{ème} modification du PLU et prévoit :

- le reclassement d'une partie de zones urbanisées à vocation d'équipements (UP), dites « Miquelou » et « Champs Grand » dans le PLU actuellement en vigueur, respectivement en zone urbanisées à vocation d'habitat (UB et UBa) ;
- de supprimer l'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) dite « Fourragères », en partie réalisée, et d'inscrire 4 arbres en Espaces boisés classés (EBC) ;
- de créer un Emplacement réservé (ER) de 5 270 m² afin de réaliser des logements locatifs sociaux ;
- des ajustements des règlements écrit et graphique qui en découlent ;

Considérant que le reclassement partiel des zones UP en zones UB et UBa ont pour objectif de réaliser des logements dont une partie sera consacrée à des logements sociaux ;

Considérant que les modifications apportées au règlement écrit concernent les outils de mixité sociale afin d'augmenter le pourcentage de la surface plancher du programme de logement consacré à des logements sociaux ;

Considérant que les impacts potentiels du plan sont réduits par la nature de la modification, limitée à faire évoluer des zones déjà urbanisées dans le PLU actuellement applicable, l'évolution des outils de mixité sociale, et de protéger des arbres identifiés dans ces périmètres ;

Considérant en conclusion qu'au regard de l'ensemble de ces éléments, le projet n'est pas susceptible d'entraîner des impacts notables sur l'environnement ;

Décide

Article 1^{er}

Le projet de modification n°2 du PLU de Gratentour (31), objet de la demande n°2022-010908, n'est pas soumis à évaluation environnementale.

Article 2

La présente décision sera publiée sur le site internet de la mission régionale d'autorité environnementale Occitanie (MRAe) : www.mrae.developpement-durable.gouv.fr.

Fait à Toulouse, le 11/10/2022

Pour la Mission Régionale d'Autorité environnementale,
par délégation



Stéphane PELAT
Membre de la MRAe

Voies et délais de recours contre une décision dispensant la réalisation d'une évaluation environnementale

Recours gracieux : (Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

par courrier adressé à :

La présidente de la MRAe Occitanie

DREAL Occitanie

Direction énergie connaissance - Département Autorité environnementale

1 rue de la Cité administrative Bât G

CS 80 002 - 31 074 Toulouse Cedex 9

Conformément à l'avis du Conseil d'État n°395 916 du 06 avril 2016, une décision de dispense d'évaluation environnementale d'un plan, schéma, programme ou autre document de planification n'est pas un acte faisant grief susceptible d'être déféré au juge de l'excès de pouvoir. Elle peut en revanche être contestée à l'occasion de l'exercice d'un recours contre la décision approuvant le plan, schéma, programme ou autre document de planification.

ARRÊTÉ PORTANT OUVERTURE DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE RELATIVE A LA DEUXIÈME MODIFICATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (P.L.U.) DE TOULOUSE MÉTROPOLE, COMMUNE DE GRATENTOUR

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L153-41, L153-43 et R153-8 à R153-10,

Vu le Code de l'Environnement, et notamment les articles L.123-1 à L.123-18 et R.123-1 à R.123-27,

Vu le Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de Toulouse Métropole, Commune de Gratenour approuvé par délibération du Conseil Communautaire en date du 11 avril 2013, modifié par délibération du Conseil Communautaire du 17 décembre 2015, modifié de manière simplifiée par délibération du Conseil de la Métropole le 23 février 2017,

Vu l'arrêté du Président de Toulouse Métropole du 9 mai 2022 prenant l'initiative de la mise en œuvre de la 2ème modification du P.L.U. de Toulouse Métropole, Commune de Gratenour,

Vu la décision n° E22000122 / 31 en date du 13 septembre 2022 de Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Toulouse, désignant le commissaire enquêteur chargé de conduire l'enquête publique relative à la 2ème modification du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de Toulouse Métropole, Commune de Gratenour,

Vu les pièces du dossier soumis à l'enquête publique,

Après avoir consulté le Commissaire Enquêteur afin de déterminer les dates de réception du public ;

Monsieur le Président arrête

Article 1 : Objet de l'enquête

Il sera procédé à une enquête publique sur le projet de 2ème modification du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de Toulouse Métropole, Commune de Gratenour.

La procédure de modification du Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Gratenour est mise en œuvre en vue de favoriser la production de logements et de logements locatifs sociaux, et de permettre la réalisation d'équipements publics d'intérêt général.

Il s'agit notamment de procéder à :

- Favoriser la production de logements sociaux en passant les deux secteurs en zone UP à destination d'équipement « Miquelou » et « Champs Grand » à destination d'habitat.
- Renforcer les outils en faveur des logements locatifs sociaux notamment avec l'instauration d'emplacement réservé logements (ERL).
- Protéger le patrimoine arboré.

Article 2 : Autorité responsable du projet et siège de l'enquête

Il s'agit de Toulouse Métropole, établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de PLU et de documents d'urbanisme en tenant lieu, dont le siège se situe **6, Rue René Leduc – BP 35821 – 31505 Toulouse Cedex 5 (Métro ligne A - station Marengo).**

Des informations peuvent être demandées auprès de Toulouse Métropole, Direction de l'Urbanisme - Service de la Planification Urbaine au 6, rue René Leduc, BP 35821 - 31505 Toulouse Cedex 5, ou à l'adresse suivante PLUI-H@toulouse-metropole.fr.

Article 3 : Dossier et durée de l'enquête publique

Le dossier de modification, composé des pièces administratives, de l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, des avis émis par les personnes publiques associées et par l'autorité environnementale, sera soumis à l'enquête publique pendant une durée de 31 jours consécutifs, **du 14 novembre 2022 au 15 décembre 2022 inclus**.

L'enquête publique débutera le 14/11/2022 à 8h30 et prendra fin le 15/12/2022 à 18h00.

Par décision motivée, le commissaire enquêteur peut, en vertu du dernier alinéa de l'article L123-9 du Code de l'Environnement, prolonger l'enquête pour une durée maximale de quinze jours, notamment lorsqu'il décide d'organiser une réunion d'information et d'échange avec le public durant cette période de prolongation de l'enquête. Cette décision est portée à la connaissance du public, au plus tard à la date prévue initialement pour la fin de l'enquête.

Enfin, l'enquête pourra être suspendue ou complétée dans les conditions définies par les articles L123-14, R123-22 et R123-23 du Code de l'Environnement.

Article 4 : Désignation du Commissaire Enquêteur

Afin de conduire l'enquête publique mentionnée ci-dessus, la Présidente du Tribunal Administratif de Toulouse a désigné le 13 septembre 2022, **Madame Catherine FUERTES** en qualité de Commissaire Enquêteur.

Article 5 : Lieux, jours et heures où le public pourra consulter le dossier

Le dossier du projet de 2ème modification du PLU de Toulouse Métropole, Commune de Grarentour est consultable en version informatique sur le site internet de Toulouse Métropole (www.toulouse-metropole.fr) accessible 7j/7j et 24h/24h pendant la durée de l'enquête publique. Les documents y sont librement téléchargeables.

Un accès gratuit au dossier est garanti sur un poste informatique mis à disposition du public au siège de Toulouse Métropole 6, rue René Leduc – BP 35821 – 31505 Toulouse Cedex 5 (Métro ligne A - station Marengo) du lundi au vendredi de 8h00 à 18h00.

Le dossier d'enquête publique en version papier sera mis à la disposition du public :

- au siège de Toulouse Métropole, 6 rue René Leduc à Toulouse (Métro ligne A - station Marengo), du lundi au vendredi de 8h00 à 18h00.
- à la Mairie de la commune de Grarentour, 1-5 rue de Cayssials, 31150 Grarentour, du lundi au vendredi de 8h30 à 12h00 et de 14h00 à 18h00.

Des horaires exceptionnels peuvent être mis en place dans les lieux de consultation du dossier et des registres compte tenu des vacances scolaires, du contexte sanitaire et des mesures gouvernementales prises pendant la période de l'enquête publique.

Dès publication du présent arrêté, toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de Monsieur le Président de Toulouse Métropole.

Article 6 : Modalités selon lesquelles le public pourra présenter ses observations et propositions et avoir accès aux registres d'enquête publique

Pendant la durée de l'enquête publique, le public pourra consigner ses observations et propositions :

- sur un **registre dématérialisé sécurisé** accessible via le site internet de Toulouse Métropole (www.toulouse-metropole.fr), accessible 7j/7j et 24h/24h ;

- sur un **registre papier** établi sur feuillets non mobiles, côté et paraphé, préalablement à l'ouverture de l'enquête publique, par Monsieur le Commissaire Enquêteur, ouverts :

- au siège de Toulouse Métropole, 6 rue René Leduc à Toulouse (Métro ligne A - station Marengo), du lundi au vendredi de 8h00 à 18h00.

- à la Mairie de la commune de Gratenour, 1 rue de Cayssials, 31150 Gratenour, du lundi au vendredi de 8h30 à 12h00 et de 14h00 à 18h00.

- **par voie postale** en adressant un courrier au Commissaire Enquêteur, au siège de l'enquête à Toulouse Métropole - 6, Rue René Leduc – BP 35821 – 31505 Toulouse Cedex 5 à faire parvenir pendant la durée de l'enquête publique, le cachet de la Poste faisant foi.

Le public aura accès au poste informatique mentionné à l'article 5 mis à disposition à Toulouse Métropole, afin de transmettre ses observations sur le registre dématérialisé sécurisé.

Pendant toute la durée de l'enquête publique, les observations du public sont consultables et communicables, aux frais de la personne qui en fait la demande.

Article 7 : Lieux, jours et heures où le Commissaire Enquêteur se tiendra à la disposition du public.

Le Commissaire Enquêteur se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations lors des permanences qu'il tiendra à la Mairie de Gratenour, aux jours et heures suivants :

- Lundi 14 novembre 2022 de 9h00 à 12h00 ;
- Jeudi 1er décembre 2022 de 14h00 à 18h00 ;
- Jeudi 15 décembre 2022 de 14h00 à 18h00.

Article 8 : Informations environnementales

Le dossier du projet de 2ème modification du Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Gratenour, comprenant une notice d'incidences du projet sur l'environnement, a été transmis par Toulouse Métropole à l'autorité environnementale dans le cadre d'un examen au cas par cas, conformément aux articles R.104-28 à R.104-32 du Code de l'Urbanisme.

L'autorité environnementale, dans sa décision rendue le 11 octobre 2022 et jointe au dossier d'enquête publique, a décidé de ne pas soumettre à évaluation environnementale le dossier de 2ème modification du PLU de Toulouse Métropole, Commune de Gratenour.

Article 9 : Publicité de l'enquête

Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête sera publié quinze jours au moins avant le début de celle-ci, et rappelé dans les huit premiers jours de l'enquête, dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le Département.

Cet avis sera affiché notamment au siège de Toulouse Métropole, à la Mairie de Gratenour et sur tous les emplacements prévus dans la Commune pour l'information du public sur le déroulement du présent projet de modification quinze jours au moins avant la date d'ouverture de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci.

L'avis au public sera également consultable sur le site internet de Toulouse Métropole (www.toulouse-metropole.fr) et de la Commune de Gratenour (www.gratenour.fr).

Une copie des avis publiés dans la presse sera annexée au dossier soumis à l'enquête publique, avant l'ouverture de l'enquête en ce qui concerne la première insertion, et au cours de l'enquête en ce qui concerne la deuxième insertion.

Article 10 : Clôture des modalités d'enquête

A l'expiration du délai de l'enquête prévu à l'article 3, les registres papiers déposés en Mairie de Gratenour et à Toulouse Métropole seront transmis sans délai au Commissaire Enquêteur pour être clos par lui-même.

La communication des observations du public sur le registre dématérialisé et l'envoi de courriers par voie postale prendront fin selon les modalités prévues à l'article 3, la date et l'heure du dépôt électronique et le cachet de la Poste faisant foi.

Article 11 : Élaboration et remise du rapport et des conclusions du Commissaire Enquêteur

Dans les huit jours de la réception des registres et des documents annexés, Madame le Commissaire Enquêteur rencontrera le responsable du projet pour lui communiquer les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse, ce dernier disposant d'un délai de quinze jours pour produire ses observations éventuelles.

Le commissaire enquêteur établit un rapport qui relate le déroulement de l'enquête et examine les observations recueillies.

Le rapport comporte le rappel de l'objet du projet, la liste de l'ensemble des pièces figurant dans le dossier d'enquête, une synthèse des observations du public, une analyse des propositions et contre-propositions produites durant l'enquête et, le cas échéant, les observations du responsable du projet, en réponse aux observations du public.

Le commissaire enquêteur consigne, dans un document séparé, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet.

A défaut d'une demande motivée de report de délai adressée à Monsieur le Président de Toulouse Métropole par Madame le Commissaire Enquêteur, ce dernier dispose d'un délai de trente jours à compter de la date de clôture de l'enquête, pour transmettre à Monsieur le Président de Toulouse Métropole, le rapport et les conclusions motivées, ainsi que l'exemplaire du dossier d'enquête déposé à la Mairie de Gratentour, accompagné des pièces annexées et des registres.

Madame le Commissaire Enquêteur adressera simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées à Madame la Présidente du Tribunal Administratif.

Article 12 : Lieux où, à l'issue de l'enquête, le public pourra consulter le rapport et les conclusions du Commissaire Enquêteur

Dès leur réception, Monsieur le Président de Toulouse Métropole adresse une copie du rapport et des conclusions du Commissaire Enquêteur à Monsieur le Maire de Gratentour et à Monsieur le Préfet, pour y être tenue à disposition du public sans délai pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Une copie du rapport et des conclusions du Commissaire Enquêteur sera également mise à disposition du public pendant un an au siège de Toulouse Métropole situé 6, Place René Leduc – BP 35821 – 31505 Toulouse Cedex 5 Direction de l'Urbanisme – Service de la Planification Urbaine, de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 17h.

Le rapport et les conclusions seront en outre publiés sur le site internet de Toulouse Métropole, pour y être tenus à disposition du public durant un an.

Article 13 : Décision adoptée à l'issue de l'enquête

A l'issue de l'enquête, le projet de 2ème modification du PLU objet de la présente enquête, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du Commissaire Enquêteur, sera soumis à l'approbation du Conseil de la Métropole.

Article 14 : Exécution du présent arrêté

Madame le Commissaire Enquêteur et Monsieur le Président de Toulouse Métropole sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera publié sur le site de Toulouse Métropole.

Le présent arrêté fera l'objet d'un affichage au siège de Toulouse Métropole – 6, rue René Leduc, BP 35821 – 31505 Toulouse Cedex 5 – et à la Mairie de Grarentour quinze jours au moins avant la date d'ouverture de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci.

Une copie du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne et Monsieur le Maire de Grarentour.

Fait à Toulouse, le 20 OCT. 2022

La Vice Présidente



Annette LAIGNEAU

Le Président de Toulouse Métropole

Atteste exécutoire le présent acte

- Reçu à la Préfecture le : 21 OCT. 2022

- Publié par affichage :

- à Toulouse Métropole, le : 21 OCT. 2022

- en mairie, le : 20 OCT. 2022

- Publié le : 25 OCT. 2022

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE GRATENTOUR

SÉANCE DU 21 FEVRIER 2023

L'an deux mille vingt-trois, le 21 février à 18 h 30, le Conseil Municipal de GRATENTOUR, régulièrement convoqué s'est réuni à la Mairie sous la présidence de Monsieur Patrick DELPECH, Maire.

PRÉSENTS : MM. CAMBOU. DA COSTA DELPECH. GUITARD. LENORMAND. MANHES. ROUSSEL. SAURIN. VILA. Mmes CHAY. DEMAISON. DUCHAYNE. ESTEVEZ. FORT-POUJOL. RAYNAL. RAYNAUD. M. ZEPHIR.

ABSENTS ET EXCUSES : M. AGOSTI (pouvoir M. DELPECH). M. BACALERIE (pouv. M. CAMBOU). M. DAUMONT (pouvoir M. SAURIN). Mme MARGUERES (pouvoir Mme RAYNAL). Mme MICHAUD (pouvoir M. GUITARD). Mme NEVETON-SANTAELLA (pouvoir M. MANHES). M. VERDELET (pouvoir M. VILA). Mmes CANTALOUBE. CASTAING. POUJADE.

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : M. CAMBOU.

Délibération n° 2023/06 « Urbanisme »

Objet : Plan Local d'Urbanisme de Toulouse-Métropole/Commune de Gratenour – Approbation de la 2^{ème} modification suite à enquête publique

Faisant suite à l'annulation par voie judiciaire du PLUI-H de Toulouse-Métropole, la commune de Gratenour s'est retrouvée avec pour document d'urbanisme son ancien PLU. Dans l'attente de l'élaboration du nouveau PLUI-H de Toulouse-Métropole, la commune de Gratenour a demandé aux services de Toulouse-Métropole d'initier une procédure de modification de cet ancien PLU pour remettre en vigueur les dispositions jugées les plus essentielles du PLUI-H annulé.

Après plusieurs échanges de travail, Par arrêté en date du 9 mai 2022, le Président de Toulouse Métropole par arrêté du 9 mai 2022 lancé la procédure de deuxième modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Toulouse Métropole, Commune de Gratenour.

Ce dossier a été notifié aux Personnes Publiques Associées (PPA) et Consultées (PPC) en date du 17 août 2022 et à la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale le 11 août 2022 dans le cadre d'un examen au cas par cas.

L'enquête publique s'est déroulée du 14 novembre 2022 au 15 décembre 2022 inclus.

Il est proposé au conseil municipal d'examiner les avis qui ont été joints au dossier, les observations du public et le rapport du commissaire enquêteur avant d'approuver le dossier éventuellement modifié pour tenir compte de ceux-ci.

D) Objet de la présente modification du PLU de Toulouse Métropole, Commune de Gratenour

- Favoriser la production de logements sociaux en passant deux secteurs à destinations d'équipement à destination d'habitat
- Instaurer un Emplacement Réservé Logement (ERL)
- Protéger le patrimoine végétal avec l'instauration d'Espaces Boisés Classés (EBC).

Tous les points énumérés ci-dessus rentrant dans le champ d'application de l'article L153-41 du Code de l'Urbanisme, la mise en œuvre d'une procédure de modification est justifiée.

NOMBRE DE VOTANTS		
EXERCICE	PRESENTS	VOTANTS
27	17	24
DATE DE CONVOCAION		
15 février 2023		
DATE D'AFFICHAGE		
15 février 2023		

Acte rendu exécutoire après :

- dépôt en préfecture ;
- publication ou notification le 22/02/23

.../...

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE GRATENTOUR**

SÉANCE DU 21 FEVRIER 2023

II) Avis de la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale

La Mission Régionale de l'Autorité environnementale (MRAe) a rendu son avis en date du 11 octobre 2022 et considère, au regard de l'ensemble de ces éléments, que le projet n'est pas susceptible d'entraîner des impacts notables sur l'environnement. Elle dispense d'évaluation environnementale le dossier de 2^{ème} modification du PLU de Toulouse Métropole, Commune de Gratenour.

III) Avis des Personnes Publiques Associées et Consultées et prise en compte

Dans le cadre de la procédure, le dossier de modification a été notifié aux personnes publiques associées et consultées, en date du 17 août 2022, conformément au code de l'urbanisme. Aucune remarque n'a été formulée dans les réponses reçus de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat (CMA) (réponse du 23 août 2023), La SNCF (23 août 2023), et la Direction Départementale des Territoires (DDT) ayant répondu le 30 août 2022.

IV) Déroulement de l'enquête publique

Le projet de modification du PLU a fait l'objet d'une enquête publique prescrite par arrêté en date du 20 octobre 2022 et dirigée par Madame FUERTES, commissaire-enquêteur, du 14 novembre 2022 au 15 décembre 2022 inclus.

L'information au public a été assurée par voie de presse, par affichage au siège de Toulouse Métropole, à la Mairie de Gratenour, sur différents emplacements sur le territoire de la Commune et sur le site internet de Toulouse Métropole et de la Mairie de Gratenour. Le dossier du projet de 2^{ème} modification et l'exposé de ses motifs ont été mis à disposition du public au siège de Toulouse Métropole et à la mairie de Gratenour accompagnés de registres papiers permettant au public de formuler ses observations. Le dossier était également disponible sur le site internet de Toulouse Métropole. Le public pouvait également envoyer un courrier par voie postale au Commissaire enquêteur, ou encore formuler ses observations ou sur un registre dématérialisé sécurisé et accessible via le site internet de Toulouse Métropole.

Durant l'enquête publique, 11 observations ont été déposées, dont 7 sur le registre dématérialisé, 4 sur le registre papier déposé en commune (tout en étant déjà déposées sur le registre dématérialisé), et aucune sur le registre déposé à Toulouse-Métropole.

L'analyse des observations fait apparaître que les observations sont hors sujet car elles sont d'ordre général et ne portaient pas sur les points de la 2^{ème} modification.

A l'issue de l'enquête publique, le Commissaire Enquêteur, dans ses conclusions reçues le 19 Janvier 2023 a émis un **avis Favorable** assorti de **0 réserves et 3 recommandations** au projet de 2^{ème} modification du PLU de Toulouse Métropole, commune de Gratenour :

Recommandation n°1 : Envisage de faire appel à la densification douce du tissu pavillonnaire en modifiant les règles d'occupation du sol en centre bourg, en zone UB.

Toulouse-Métropole prend en compte les réserves de la manière suivante :

La présente modification du PLU de Gratenour ne prévoit que des ajustements et des évolutions à la marge sur les points d'objets concernés néanmoins, dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal valant Plan Local d'Habitat (PLUiH), une réflexion sera menée sur la densité de certaines zones, notamment celle du centre bourg.

.../...

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE GRATENTOUR

SÉANCE DU 21 FEVRIER 2023

Recommandation n°2 : Développer les points verts et aires de jeux, trop peu nombreux.

Toulouse-Métropole prend en compte les recommandations de la manière suivante :

Dans la présente modification du PLU de Gratenour des outils en faveur de la protection du patrimoine végétal ont été mis en place. De plus, dans le cadre de l'élaboration du PLUiH, une étude plus fine sera faite afin de valoriser et, le cas échéant, préserver les espaces verts, naturels et agricole ainsi que le patrimoine végétal.

Recommandation n°3 : Favoriser rapidement le développement des transports en commun qui semblent sous dimensionnés actuellement.

Toulouse-Métropole prend en compte les recommandations de la manière suivante :

Toulouse Métropole n'est pas Autorité Organisatrice des Transports (AOT) et n'a donc pas la compétence d'organiser le tracé d'une ligne, sa fréquence ou le positionnement des arrêts. De plus le PLU est un document dont la vocation finale est de définir l'usage des sols et les droits à construire afférant à une parcelle. Les questions d'organisation des transports n'entrent pas dans son champ de compétence. Cette compétence est portée par le SMTC-Tisséo au travers notamment du Plan de Déplacement Urbain.

V) Des mises à jour des annexes doivent également être prises en compte

Plusieurs actes/périmètres adoptées par Toulouse Métropole/Préfecture/ nécessitent de mettre à jour les annexes du Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, commune de Gratenour.

La mise à jour est effectuée sur les documents suivants :

5.A Servitudes d'Utilités Publiques

5A1. Plan des Servitudes

Est supprimée :

- La servitude Pechbonnieu (PT1) - Servitudes de protection des centres de réception radioélectrique contre les perturbations électromagnétiques instituée au bénéfice de l'opérateur Télédiffusion de France devenue TDF ;
- la servitude LH Toulouse - Montauban - Cahors - Tronçon Montauban - Ramonville St Agne (PT2) - Servitude relative aux transmissions radioélectriques concernant la protection contre les obstacles des centres d'émission et de réception exploités par l'État, instituée au bénéfice de l'opérateur France Télécom devenue Orange. ;

5A2. Tableau des Servitudes

Est supprimée de la Liste :

- La servitude Pechbonnieu (PT1) - Servitudes de protection des centres de réception radioélectrique contre les perturbations électromagnétiques instituée au bénéfice de l'opérateur Télédiffusion de France devenue TDF ;
- la servitude LH Toulouse - Montauban - Cahors - Tronçon Montauban - Ramonville St Agne (PT2) - Servitude relative aux transmissions radioélectriques concernant la protection contre les obstacles des centres d'émission et de réception exploités par l'État, instituée au bénéfice de l'opérateur France Télécom devenue Orange. ;

5B Annexes Sanitaires

5B4 Déchets Urbains

Est ajouté :

- le Règlement du Service Public de Gestion des Déchets, est mis à jour par délibération en date du 16 décembre 2021

.../...

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE GRATENTOUR**

SÉANCE DU 21 FEVRIER 2023

5C Autres Annexes

5C2 Classement sonore des infrastructures de transport terrestre

Est modifié :

- le nouvel arrêté préfectoral en date du 4 décembre 2020 portant classement sonore des infrastructures de transport terrestre de Haute-Garonne qui vient remplacer l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2014 abrogé.

5D Graphiques d'information

Est modifié :

- un périmètre de Projet Urbain Partenarial (PUP) sur le secteur de Lambarbeou situé sur la commune de Gratentour ;

Est instauré :

- un périmètre de Projet Urbain Partenarial (PUP) et approbation de la convention PUP établie avec la société Novilis Promotion au 7,9 et 11 rue du Barry ;
- un périmètre de Projet Urbain Partenarial (PUP) et approbation d'une convention PUP établie avec la SCT Résidence Bolivar au 20 avenue de Toulouse

Est supprimé :

- un périmètre de sursis à statuer arrivés à échéance au terme de leur 10 ans d'entrée en vigueur : pour le projet de TCSP du Boulevard Urbain Nord institué par Tisséo Collectivités et sur les Communes de Bruguières et Gratentour

Après en avoir délibéré, le conseil municipal de la commune de Gratentour,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L153-36 à 44, R104-33 à 37 et R153-8 à R153-10,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de la Grande Agglomération Toulousaine révisé le 27 avril 2017 et mis en compatibilité le 28 juillet 2021 ;

Vu le Plan de Déplacements Urbains (PDU) approuvé le 17 octobre 2012 suite à l'annulation du PDU approuvé le 7 février 2018 ;

Vu le Plan Climat Air Énergie Territorial de Toulouse Métropole approuvé par délibérations du 28 juin 2018 et du 27 juin 2019 ;

Considérant le Pacte métropolitain de l'Habitat adopté le 14 octobre 2021 par le Conseil de la Métropole ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de Toulouse Métropole, Commune de Gratentour approuvé par délibération du Conseil Communautaire en date du 11 avril 2013, modifié par délibération du Conseil Communautaire du 17 décembre 2015, modifié de manière simplifiée par délibération du Conseil de la Métropole le 23 février 2017 ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 4 décembre 2020 portant classement sonore des infrastructures de transport terrestre de Haute-Garonne et abrogeant l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2014 ;

Vu la délibération n° DEL-21-1047 en date du 16 décembre 2021 portant Collecte des déchets : mise à jour du Règlement du Service Public de Gestion des Déchets adopté par délibération du 28 juin 2018 ;

Vu le Décret du 10 mars 1961. fixant l'étendue des zones et les servitudes contre les perturbations applicables au voisinage de la station de PECHBONNIEU/4, CHEM DE LABASTID, N° ANFR 0310130001 ;

.../...

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE GRATENTOUR

SÉANCE DU 21 FEVRIER 2023

Vu le Décret du 06 mai 1976 fixant l'étendue de la zone spéciale de dégagement et les servitudes de protection contre les obstacles applicables sur le parcours de la liaison hertzienne de MAS-SAINTES-PUELLES/LABAILLOU à RAMONVILLE-SAINT-AGNE/LA CORNA ;

Vu l'arrêté du 1er mars 2021 portant abrogation des décrets instituant des servitudes radioélectriques de protection contre les perturbations électromagnétiques et des servitudes radioélectriques de protection contre les obstacles instituées au profit de France Télécom devenue Orange ;

Vu l'arrêté du 18 mars 2021 portant abrogation des décrets fixant des servitudes radioélectriques de protection contre les perturbations électromagnétiques et des servitudes radioélectriques de protection contre les obstacles instituées au profit de Télédiffusion de France devenue TDF ;

Vu le sursis à statuer au titre de l'ancien article L111-10 du Code de l'Urbanisme, institué par le Conseil Syndical de Tisséo en date du 16 décembre 2010 portant prise en considération de la mise à l'étude d'un projet de transport en commun Boulevard Urbain Nord sur les Communes de Gratentour et Bruguères arrivé à échéance au terme de ses 10 ans d'entrée en vigueur ;

Considérant que le site Géoportail de l'urbanisme (geoportail-urbanisme.gouv.fr) regroupe déjà les documents d'annexes mis à jour, un renvoi vers ce site internet est conseillé pour les demandes d'informations s'y référant ;

Vu la délibération n°DEL 19-0014 du Conseil de la Métropole en date du 14 février 2019 modifiant la convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) sur le secteur de Lambarbeou situé sur la commune de Gratentour avec la société GOTHAM pour la réalisation d'un ensemble de 35 villas, 23 Avenue de Toulouse en modifiant le périmètre du PUP et en opérant la substitution de la société CARRERE à la société GOTHAM pour l'ensemble de la convention de PUP initiale ;

Vu l'arrêté du Président de Toulouse Métropole du 9 mai 2022 prenant l'initiative de la mise en œuvre de la 2^{ème} modification du PLU de Toulouse métropole/Commune de Gratentour ;

Vu l'arrêté du Président de Toulouse Métropole en date du 20 octobre 2022 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique du PLU de Toulouse Métropole/Commune de Gratentour ;

Vu le rapport de du commissaire enquêteur qui a émis un avis favorable ;

Décide à l'unanimité, de donner un **avis favorable** au dossier de 2^{ème} modification du PLU de Toulouse Métropole/Commune de Gratentour tel qu'exposé ci-dessus.

Pour extrait conforme
au registre
sont les signatures.

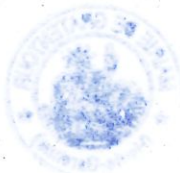
Ainsi fait et délibéré
les jour, mois et an
que dessus.

Fait à Gratentour,
le 22 février 2023.

Le Maire,



Patrick DELPECH



Délibération n°DEL-23-0290

**Approbation de la deuxième modification du Plan Local
d'Urbanisme de Toulouse Métropole, commune de Gratentour**

L'an deux mille vingt-trois le jeudi six avril à neuf heures quatorze, sous la présidence de Jean-Luc MOUDENC, Président, le Conseil s'est réuni à Espaces Vanel - Arche Marengo - Toulouse.

Participants

Afférents au Conseil :	133
Présents :	123
Procurations :	9
Date de convocation :	31 mars 2023

Présents

Aigrefeuille	M. Christian ANDRE
Aucamville	M. Gérard ANDRE, Mme Roseline ARMENGAUD
Aussonne	M. Michel BEUILLE, Mme Sylvie LLOUBERES
Balma	Mme Sophie LAMANT, M. Frédéric LEMAGNER, M. Vincent TERRAIL-NOVES
Beaupuy	M. Marc FERNANDEZ
Beauzelle	M. Patrice RODRIGUES
Blagnac	M. Pascal BOUREAU, M. Joseph CARLES, Mme Bernadette GUERY, M. Jean-Michel MAZARDO, Mme Danielle PEREZ
Brax	M. Thierry ZANATTA
Bruguières	M. Philippe PLANTADE
Castelginest	M. Grégoire CARNEIRO, Mme Béatrice URSULE
Colomiers	Mme Sophie BOUBIDI, M. Patrick JIMENA, M. Thomas LAMY, Mme Josiane MOURGUE, M. Franck RIBEYRON, M. Arnaud SIMION, Mme Karine TRAVAIL-MICHELET, M. Pierre VERNIOL
Comebarrieu	Mme Dalila COUSIN, M. Alain TOPPAN
Cugnaux	Mme Marie-Hélène ROURE, M. Albert SANCHEZ
Drémil-Lafage	Mme Ida RUSSO
Fenouillet	M. Thierry DUHAMEL
Flourens	M. Jean-Pierre FOUCHOU-LAPEYRADE
Fonbeauzard	M. Robert GRIMAUD
Gagnac-sur-Garonne	M. Patrick BERGOUIGNOUX
Gratentour	M. Patrick DELPECH
Launaguet	Mme Patricia PARADIS, M. Michel ROUGE
Lepinasse	M. Alain ALENCON
L'Union	M. Marc PERE
Mondonville	Mme Véronique BARRAQUE ONNO
Mondouzil	M. Robert MEDINA
Mons	Mme Véronique DOITTAU
Montrabé	M. Jacques SEBI
Pibrac	M. Honoré NOUVEL, Mme Camille POUPONNEAU
Pin-Balma	M. Gil BEZERRA
Quint-Fonsegrives	M. Jean-Pierre GASC
Saint-Alban	M. Alain SUSIGAN
Saint-Jean	M. Bruno ESPIC, Mme Céline MORETTO
Saint-Orens	Mme Dominique FAURE, M. Serge JOP
Seilh	M. Didier CASTERA
Toulouse	Mme Caroline ADOUE-BIELSA, Mme Fella ALLAL,

	M. Christophe ALVES, Mme Françoise AMPOULANGE, M. Olivier ARSAC, Mme Michèle BLEUSE, M. Jean-Jacques BOLZAN, M. Jean-Paul BOUCHE, Mme Maroua BOUZAÏDA, M. Maxime BOYER, M. François BRIANÇON, M. Sacha BRIAND, Mme Hélène CABANES, M. François CHOLLET, M. Gaëtan COGNARD, M. Romain CUJIVES, M. Jean-Claude DARDELET, M. Henri DE LAGOUTINE, M. Aymeric DEHEURLES, Mme Ghislaine DELMOND, Mme Cécile DUFRAISSE, M. Jonhny DUNAL, M. Jamal EL ARCH, Mme Christine ESCOULAN, Mme Julie ESCUDIER, M. Emilion ESNAULT, M. Pierre ESPLUGAS-LABATUT, Mme Isabelle FERRER, M. Vincent GIBERT, M. Francis GRASS, Mme Isabelle HARDY, Mme Caroline HONVAULT, Mme Valérie JACQUET VIOLLEAU, Mme Laurence KATZENMAYER, M. Pierre LACAZE, M. Djillali LAHIANI, Mme Annette LAIGNEAU, Mme Marion LALANE- DE LAUBADERE, M. Jean-Michel LATTES, M. Maxime LE TEXIER, Mme Marine LEFEVRE, Mme Hélène MAGDO, Mme Souhayla MARTY, M. Antoine MAURICE, Mme Odile MAURIN, Mme Brigitte MICOULEAU, Mme Nicole MIQUEL-BELAUD, M. Nicolas MISIAK, M. Jean-Luc MOUDENC, Mme Julienne MUKABUCYANA, Mme Nina OCHOA, Mme Gnadang OUSMANE, M. Philippe PERRIN, Mme Agnès PLAGNEUX BERTRAND, M. Jean-François PORTARRIEU, M. Clément RIQUET, Mme Agathe ROBY, M. Daniel ROUGE, M. Thierry SENTOUS, M. Bertrand SERP, Mme Nadia SOUSSI, M. Pierre TRAUTMANN, Mme Nicole YARDENI
Tournefeuille	M. Patrick CHARTIER, Mme Corinne CURVALE, M. Dominique FOUCHIER, Mme Corinne GINER, M. Laurent SOULIE

Conseillers ayant donné pouvoir

	Pouvoir à
Mme Ana FAURE	Albert SANCHEZ
M. Thomas KARMANN	Antoine MAURICE
M. Thierry FOURCASSIER	Grégoire CARNEIRO
Mme Laurence ARRIBAGE	Marion LALANE- DE LAUBADERE
Mme Patricia BEZ	Françoise AMPOULANGE
M. Jean-Baptiste DE SCORRAILLE	Thierry SENTOUS
Mme Julie PHARAMOND	Nicole YARDENI
Mme Agnès BENOIT-LUTMAN	Patrice RODRIGUES
M. Romain VAILLANT	Karine TRAVAL-MICHELET

Conseillers excusés

L'Union	Mme Brigitte BEC
---------	------------------

Délibération n° DEL-23-0290

Approbation de la deuxième modification du Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, commune de Gratentour

Exposé

Par arrêté en date du 9 mai 2022, le Président de Toulouse Métropole a pris l'initiative de la mise en œuvre d'une procédure de deuxième modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Toulouse Métropole, commune de Gratentour en vue :

- d'encourager la production de logements locatifs sociaux et d'instituer un emplacement réservé logements (ERL),
- de protéger du patrimoine végétal arboré.

Ce dossier a été notifié aux Personnes Publiques Associées (PPA) et Consultées (PPC) en date du 17 août 2022 et à la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale le 11 août 2022 dans le cadre d'un examen au cas par cas.

L'enquête publique s'est déroulée du 14 novembre 2022 au 15 décembre 2022 inclus.

Il est proposé au Conseil de la Métropole d'examiner les avis qui ont été joints au dossier, les observations du public et le rapport du commissaire enquêteur avant d'approuver le dossier éventuellement modifié pour tenir compte de ceux-ci.

I) Objets de la présente modification du PLU de Toulouse Métropole, commune de Gratentour

La présente procédure de modification du PLU de Toulouse Métropole, commune de Gratentour a pour objet de :

- favoriser la production de logements sociaux en passant les deux secteurs en zone UP à destination d'équipement "Miquelou" et "Champs Grand" à destination d'habitat ;
- instaurer un Emplacement Réservé Logement (ERL) d'une superficie de 5270 m² sur le secteur de Fouragères ;
- Protéger le patrimoine végétal avec l'instauration de 4 Espaces Boisés Classés symboles (EBC) sur le secteur de Fouragères.

Tous les points énumérés ci-dessus rentrant dans le champ d'application de l'article L153-41 du Code de l'Urbanisme, la mise en œuvre d'une procédure de modification est justifiée.

II) Avis de la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale

La Mission Régionale de l'Autorité environnementale (MRAe) a rendu son avis en date du 11 octobre 2022 et considère, au regard de l'ensemble de ces éléments, que le projet n'est pas susceptible d'entraîner des impacts notables sur l'environnement. Elle dispense d'évaluation environnementale le dossier de 2^{ème} modification du PLU de Toulouse Métropole, commune de Gratentour.

III) Avis des Personnes Publiques Associées et Consultées et prise en compte

Dans le cadre de la procédure, le dossier de modification a été notifié aux personnes publiques associées et consultées, en date du 17 août 2022, conformément au code de l'urbanisme.

3 réponses ont été reçues :

- La Chambre des Métiers et de l'Artisanat (CMA), en date du 23 août 2022, n'a aucune remarque à apporter sur le dossier de deuxième modification.
- La SNCF, par courrier du 23 août 2022, accuse bonne réception du dossier de 2^{ème} modification du PLU de Toulouse Métropole, commune de Gratenour.
- La Direction Départementale des Territoires (DDT), par courrier du 30 août 2022, n'a pas formulé d'observations particulières.

IV) Déroulement de l'enquête publique

Le projet de modification du PLU a fait l'objet d'une enquête publique prescrite par arrêté en date du 20 octobre 2022 et dirigée par Madame FUERTES, commissaire-enquêteur, du 14 novembre 2022 au 15 décembre 2022 inclus.

L'information au public a été assurée par voie de presse, par affichage au siège de Toulouse Métropole, à la Mairie de Gratenour, sur différents emplacements sur le territoire de la Commune et sur le site internet de Toulouse Métropole et de la Mairie de Gratenour.

Le dossier du projet de 2^{ème} modification et l'exposé de ses motifs ont été mis à disposition du public au siège de Toulouse Métropole et à la Mairie de Gratenour accompagnés de registres papiers permettant au public de formuler ses observations.

Le dossier était également disponible sur le site internet de Toulouse Métropole. Le public pouvait également envoyer un courrier par voie postale au commissaire-enquêteur, ou encore formuler ses observations ou sur un registre dématérialisé sécurisé et accessible via le site internet de Toulouse Métropole.

Observations du public :

11 observations ont été déposées pendant l'enquête publique :

- 7 contributions sur le registre dématérialisé dont 4 également formulées sur le registre papier déposé en Commune.

L'analyse des observations fait apparaître qu'elles concernent des sujets d'ordre général et ne portent pas sur les points de la 2^{ème} modification.

A l'issue de l'enquête publique, le commissaire-enquêteur, dans ses conclusions reçues le 19 janvier 2023, a émis un avis favorable assorti de 0 réserve et 3 recommandations au projet de 2^{ème} modification du PLU de Toulouse Métropole, commune de Gratenour:

Recommandation n°1 : Envisager de faire appel à la densification douce du tissu pavillonnaire en modifiant les règles d'occupation du sol en centre bourg, en zone UB.

Toulouse Métropole propose de répondre à la recommandation n°1 de la manière suivante :

• *La présente modification du PLU de Gratenour ne prévoit que des ajustements et des évolutions à la marge sur les points d'objets concernés néanmoins, dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal valant Plan Local d'Habitat (PLUiH), une réflexion sera menée sur la densité de certaines zones, notamment celle du centre-bourg.*

Recommandation n°2 : Développer les points verts et aires de jeux, trop peu nombreux.

Toulouse Métropole propose de répondre à la recommandation n°2 de la manière suivante :

• *Dans la présente modification du PLU de Gratenour des outils en faveur de la protection du patrimoine végétal ont été mis en place. De plus, dans le cadre de l'élaboration du PLUi-H, une étude plus fine sera menée afin de valoriser et, le cas échéant, préserver les espaces verts, naturels et agricoles ainsi que le patrimoine végétal.*

Recommandation n°3 : Favoriser rapidement le développement des transports en commun qui semblent sous-dimensionnés actuellement.

Toulouse Métropole propose de répondre à la recommandation n°3 de la manière suivante :

• *Toulouse Métropole n'est pas Autorité Organisatrice des Transports (AOT) ce qui induit que les questions d'organisation des transports n'entrent pas dans son champ de compétence. Cette compétence est portée par le SMTC-Tisséo au travers notamment du Plan de Déplacement Urbain. Tisséo-SMTC a été consulté au titre des PPA et n'a pas formulé d'observations particulières sur le projet de 2ème modification du PLU de Toulouse Métropole, commune de Gratentour*

V) Des mises à jour des annexes doivent également être prises en compte

Plusieurs actes ou périmètres adoptés par Toulouse Métropole ou l'État nécessitent de mettre à jour les annexes du Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, commune de Gratentour.

La mise à jour est effectuée sur les documents suivants :

5.A Servitudes d'Utilités Publiques

• 5A1. Plan des Servitudes

Sont supprimées du plan :

- la servitude Pechbonnieu (PT1) - Servitudes de protection des centres de réception radioélectrique contre les perturbations électromagnétiques instituée au bénéfice de l'opérateur TéléDiffusion de France devenue TDF ;
- la servitude LH Toulouse - Montauban - Cahors - Tronçon Montauban - Ramonville St Agne (PT2) - Servitude relative aux transmissions radioélectriques concernant la protection contre les obstacles des centres d'émission et de réception exploités par l'État, instituée au bénéfice de l'opérateur France Télécom devenue Orange.

• 5A2. Tableau des Servitudes

Sont supprimées de la liste :

- la servitude Pechbonnieu (PT1) - Servitudes de protection des centres de réception radioélectrique contre les perturbations électromagnétiques instituée au bénéfice de l'opérateur TéléDiffusion de France devenue TDF ;
- la servitude LH Toulouse - Montauban - Cahors - Tronçon Montauban - Ramonville St Agne (PT2) - Servitude relative aux transmissions radioélectriques concernant la protection contre les obstacles des centres d'émission et de réception exploités par l'État, instituée au bénéfice de l'opérateur France Télécom devenue Orange.

5B Annexes Sanitaires

• 5B4 Déchets Urbains

Est ajouté :

- le Règlement du Service Public de Gestion des Déchets, mis à jour par délibération en date du 16 décembre 2021.

5C Autres Annexes

• 5C2 Classement sonore des infrastructures de transport terrestre

Est modifié :

- le nouvel arrêté préfectoral en date du 4 décembre 2020 portant classement sonore des infrastructures de transport terrestre de Haute-Garonne qui vient remplacer l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2014 abrogé.

5D Graphiques d'information

Est modifié :

- le périmètre de Projet Urbain Partenarial (PUP) sur le secteur de Lambarbeou situé sur la commune de Gratentour.

Sont instaurés :

- un périmètre de Projet Urbain Partenarial (PUP) issu de l'approbation de la convention PUP établie avec la société Novilis Promotion au 7,9 et 11 rue du Barry ;
- un périmètre de Projet Urbain Partenarial (PUP) issu de l'approbation d'une convention PUP établie avec la SCT Résidence Bolivar au 20 avenue de Toulouse.

Est supprimé :

- le périmètre de sursis à statuer arrivé à échéance au terme des 10 ans d'entrée en vigueur : pour le projet de TCSP du Boulevard Urbain Nord institué le 16 décembre 2010 par Tisséo Collectivités sur les communes de Bruguères et Gratentour.

VI) Rectification d'une erreur matérielle

Corriger une erreur matérielle dans la rédaction de l'article 2 de la zone 1AUa Fouragères afin d'entériner la suppression de l'OA, telle que présentée dans le dossier de 2ème modification.

En vertu de l'article L153-43 du code de l'urbanisme, il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver le dossier de 2^{ème} modification du PLU de Toulouse Métropole, commune de Gratentour, tel qu'il a été mis à disposition du public et joint à la présente délibération comprenant la correction de l'erreur matérielle et la mise à jour des annexes.

Décision

Le Conseil de la Métropole,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L153-36 à 44, R104-33 à 37 et R153-8 à R153-10,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de la Grande Agglomération Toulousaine révisé le 27 avril 2017 et mis en compatibilité le 28 juillet 2021,

Vu le Plan de Déplacements Urbains (PDU) approuvé le 17 octobre 2012 suite à l'annulation du PDU approuvé le 7 février 2018,

Vu le Plan Climat Air Énergie Territorial de Toulouse Métropole approuvé par délibérations du 28 juin 2018 et du 27 juin 2019,

Considérant le Pacte métropolitain de l'Habitat adopté le 14 octobre 2021 par le Conseil de la Métropole,

Vu le Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de Toulouse Métropole, Commune de Gratentour approuvé par délibération du Conseil Communautaire en date du 11 avril 2013, modifié par délibération du Conseil Communautaire du 17 décembre 2015, modifié de manière simplifiée par délibération du Conseil de la Métropole le 23 février 2017,

Vu l'arrêté du Président de Toulouse Métropole du 9 mai 2022 prenant l'initiative de la mise en œuvre de la 2ème modification du P.L.U. de Toulouse métropole, Commune de Gratentour,

Vu l'arrêté du Président de Toulouse Métropole en date du 20 octobre 2022 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique du PLU de Toulouse Métropole, Commune de Gratentour,

Vu le rapport de du commissaire enquêteur qui a émis un avis favorable,

Vu l'avis du Conseil Municipal de la Commune de Gratentour en date du 21 Février 2023,

Vu l'avis favorable de la Commission Urbanisme et Projets urbains du mardi 21 mars 2023,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 4 décembre 2020 portant classement sonore des infrastructures de transport terrestre de Haute-Garonne et abrogeant l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2014 ;

Vu la délibération n° DEL-21-1047 en date du 16 décembre 2021 portant Collecte des déchets : mise à jour du Règlement du Service Public de Gestion des Déchets adopté par délibération du 28 juin 2018 ;

Vu le Décret du 10 mars 1961 fixant l'étendue des zones et les servitudes contre les perturbations applicables au voisinage de la station de PECHBONNIEU/4, CHEM DE LABASTID, N° ANFR 0310130001 ;

Vu le Décret du 06 mai 1976 fixant l'étendue de la zone spéciale de dégagement et les servitudes de protection contre les obstacles applicables sur le parcours de la liaison hertzienne de MAS-SAINTES-PUELLES/LABAILLOU à RAMONVILLE-SAINT-AGNE/LA CORNA ;

Vu l'arrêté du 1^{er} mars 2021 portant abrogation des décrets instituant des servitudes radioélectriques de protection contre les perturbations électromagnétiques et des servitudes radioélectriques de protection contre les obstacles instituées au profit de France Télécom devenue Orange ;

Vu l'arrêté du 18 mars 2021 portant abrogation des décrets fixant des servitudes radioélectriques de protection contre les perturbations électromagnétiques et des servitudes radioélectriques de protection contre les obstacles instituées au profit de TéléDiffusion de France devenue TDF ;

Vu le sursis à statuer au titre de l'ancien article L111-10 du Code de l'Urbanisme, institué par le Conseil Syndical de Tisséo en date du 16 décembre 2010 portant prise en considération de la mise à l'étude d'un projet de transport en commun Boulevard Urbain Nord sur les Communes de Gratentour et Bruguières arrivé à échéance au terme de ses 10 ans d'entrée en vigueur ;

Considérant que les gestionnaires de Servitudes d'Utilité Publique (SUP) transmettent leur données informatiques sur le site Géoportail de l'urbanisme, il est fait renvoi vers le site geoportail-urbanisme.gouv.fr.

Vu la délibération n° DEL 19-0014 du Conseil de la Métropole en date du 14 février 2019 modifiant la convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) sur le secteur de Lambarbeou situé sur la commune de Gratentour avec la société GOTHAM pour la réalisation d'un ensemble de 35 villas, 23 Avenue de Toulouse en modifiant le périmètre du PUP et en opérant la substitution de la société CARRERE à la société GOTHAM pour l'ensemble de la convention de PUP initiale ;

Vu le dossier de modification tel qu'annexé à la présente délibération,

Entendu l'exposé de Monsieur le Président, après en avoir délibéré,

Décide :

Article 1

D'approuver la 2^{ème} modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Toulouse Métropole, Commune de Gratentour comprenant les modifications initiales soumises à enquête publique ouverte du 14 novembre 2022 au 15 décembre 2022, celle corrigeant l'erreur matérielle et intégrant la mise à jour des annexes conformément au dossier joint à la présente délibération.

Article 2

De procéder, en application des articles R 153-20 à R153-22 du Code de l'Urbanisme, à l'affichage de la délibération au siège de Toulouse Métropole et à la Commune de Gratentour pendant une durée d'un mois, à la mention de son affichage dans un journal diffusé dans le département ainsi qu'à sa publication sur le portail national de l'urbanisme mentionné à l'article L133-1 du Code de l'Urbanisme.

Article 3

De tenir à la disposition du public la présente délibération, le dossier de PLU modifié ainsi que le rapport du commissaire enquêteur au siège du Toulouse Métropole situé 6, Rue René Leduc – BP 35821 – 31505 Toulouse Cedex 5, Service Planification urbaine, 4^{ème} étage, de 9h00 à 12h30 et de 13h30 à 17h. Ces documents étant également consultables en Préfecture de Haute-Garonne.

Le dossier de PLU modifié ainsi que le rapport du commissaire enquêteur seront consultables sur le site internet de Toulouse Métropole.

Article 4

De préciser que la présente délibération sera exécutoire, en vertu de l'article L153-23 du code de l'urbanisme après sa transmission au Préfet et la publication du dossier de plan local d'urbanisme modifié et la délibération qui l'approuve sur le portail national de l'urbanisme.

Article 5

D'autoriser Monsieur le Président de Toulouse Métropole à signer tous les actes afférents.

Article 6

De communiquer l'annexe du Plan Local d'Urbanisme consacrée aux servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol à la Direction Départementale ou, le cas échéant, Régionale des Finances Publiques au titre de l'article R.153-18 du Code de l'Urbanisme.

Résultat du vote :

Pour	125
Contre	0
Abstentions	0
Non participation au vote	7 (Mmes ROBY, MAURIN, HONVAULT, MM. EL ARCH, DEHEURLES, LE TEXIER, PERE.)

Publié le : **13 AVR. 2023**
Reçu à la Préfecture le **13 AVR. 2023**

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus,
Au registre sont les signatures,
Pour extrait conforme,
Le Président,




Jean-Luc MOUDENC